

**Union européenne - Politique  
migratoire - Réponse de M.  
Jean-Yves Le Drian, ministre de  
l'Europe et des affaires étrangères,  
à une question au gouvernement à  
l'Assemblée nationale  
(Paris, 12 juin 2018)**

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Madame la Députée,

Nous n'avons jamais refusé d'intervenir en quoique ce soit. Quand nous avons constaté le refus des autorités italiennes et maltaises de respecter le droit international, nous avons en même temps, en relation avec la Commission européenne, constaté que le port de Valence se déclarait port le plus proche et le plus sûr et que l'Espagne était prête à accueillir ce bateau. Nous respectons cet engagement et nous remercions l'Espagne de ce geste humanitaire. Ceci étant, il est clair que le statu quo en matière de gestion des eaux méditerranéennes ne peut plus rester ainsi. Il faut qu'il y ait une réponse européenne affirmée, à la fois en termes de secours, en termes d'accueil, en termes de prévention, en termes d'anticipation et en termes de répression des passeurs.

C'est la proposition que feront la France et l'Allemagne lors du Conseil européen de la fin du mois de juin.

Puisque nous sommes dans l'actualité, je crois comprendre, Madame la Députée, que Médecin Sans Frontières et les responsables de l'ONG concernée, font savoir que le temps de transit vers Valence serait trop long par rapport à la situation humanitaire à bord du bateau. Ce bateau se trouve à 25 miles des côtes de la Sicile, et à 27 miles des côtes de Malte. Nous demandons solennellement aux autorités italiennes de revoir leur point de vue et d'accueillir, parce qu'il est près de chez eux, les réfugiés qui sont sur ce bateau et qui attendent leur accueil./.